



Autolib' Métropole

16 rue de la Banque
75002 Paris

Tél : 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr

**REGLEMENT INTERIEUR
DES MARCHÉS PUBLICS A PROCÉDURES
ADAPTÉES**

Adopté le 6 novembre 2014

Règlement n° 1336/2013 de la commission du 13 décembre 2013 modifiant les directives 2004/17/CE, 2004/18/CE et 2009/81/CE du parlement européen et du conseil en ce qui concerne les seuils d'application pour les procédures de passation des marchés.

SOMMAIRE

PREAMBULE	page 3
1 / Objet	pages 3 et 4
2 / Les règles générales de l'achat public	page 4
2.1 / Les grands principes de la commande publique	page 4
3 / La détermination des seuils et des procédures	page 5
3.1 / Marchés inférieurs à 15 000 € HT	page 5
3.2 / Marchés compris entre 15 000 € HT et 39 999 € HT	page 5
3.3 / Marchés compris entre 40 000 € HT et 89 999 € HT	page 6
3.4 / Marchés compris entre 90 000 € HT et 206 999 € HT	pages 6 et 7
3.5 / Marchés supérieurs au nouveaux seuil	page 7
4 / Le recours à une centrale d'achat : l'UGAP	page 7
5 / Modification du règlement intérieur	page 7

PRÉAMBULE

La réglementation applicable aux marchés publics laisse le soin aux acheteurs publics de déterminer leur politique d'achat dans le respect du droit de la commande publique.

Le respect des principes fondamentaux de la réglementation de la commande publique implique que des règles internes soient formalisées dans un règlement intérieur.

Le présent règlement intérieur s'appliquera aux marchés passés en application de l'article 28 du Code des Marchés Publics ce qui correspond aux marchés passés selon la procédure adaptée. Les marchés en cours et à venir seront communiqués à chaque réunion du Bureau syndical, et un récapitulatif des marchés sera communiqué une fois par an au Comité syndical.

Les autres types de procédures de passation des marchés ne seront pas traités dans le présent règlement intérieur. Si le Syndicat mixte Autolib' Métropole doit y avoir recours, il respectera le Code des Marchés Publics.

L'objectif global de la démarche consiste à sécuriser le processus d'achat de l'établissement sur les plans juridiques et économiques et à définir les règles internes s'appliquant de manière transversale à tous les achats et à tous les fournisseurs potentiels d'Autolib' Métropole.

1 - Objet

Le règlement intérieur a pour but d'établir, en complément de la réglementation en matière de marchés publics, et notamment du code des marchés publics, les règles internes applicables à la passation des accords cadres et des marchés publics du Syndicat mixte Autolib' Métropole.

Il définit notamment quelles sont les "procédures adaptées" mises en œuvre au Syndicat mixte Autolib' Métropole pour les accords cadres et les marchés inférieurs au seuil d'application des procédures formalisées fixé par le code des marchés publics (article 28 du Code des marchés publics).

Ce seuil est révisé tous les deux ans, avec effet au 1^{er} janvier de chaque année paire, par un règlement de la Commission européenne.

Le règlement n°1336/2013 de la Commission européenne du 13 décembre 2013, publié le 14 décembre 2013, fixe les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats de la commande publique à compter du 1^{er} janvier 2014.

Ce règlement européen est transcrit en droit français par le décret n°2013-1259 du 27 décembre 2013.

Ainsi, les seuils de publicité pour les marchés des collectivités territoriales (en fonction des montants hors taxe) sont établis comme suit :

	Publicité non obligatoire	Publicité adaptée ; modalité au libre choix de l'acheteur	Publicité réglementée : BOAMP ou JAL + profil d'acheteur + presse spécialisée, si nécessaire	Procédure formalisée : BOAMP + JOUE + profil d'acheteur
Fournitures et services	en dessous de 15 000 €	à partir de 15 000 € et jusqu'à 89 999 €	de 90 000 € à 206 999 €	à partir de 207 000 €
Travaux	en dessous de 15 000 €	à partir de 15 000 € et jusqu'à 89 999 €	de 90 000 € à 5 185 999 €	à partir de 5 186 000 €

2 – Les règles générales de l'achat public

2-1 - Les grands principes de la commande publique

Ces grands principes auxquels tous les acheteurs publics sont soumis et qu'ils doivent impérativement respecter sont édictés par le CMP et sont au nombre de trois :

- Liberté d'accès à la commande publique : tout opérateur peut être candidat et présenter une offre ;
- Egalité de traitement des candidats : obligation de donner le même niveau d'informations (critères de choix, informations sur le dossier...) à tous les candidats quelle que soit la procédure, jugement des offres dans des conditions de stricte égalité, interdiction de donner des informations privilégiées à certains candidats ;
- Transparence des procédures : La publicité, la lisibilité des documents de consultation, une présentation claire des critères de choix ainsi que l'information des candidats contribuent à garantir la transparence des procédures.

Ces principes exigent :

- Une définition préalable des besoins de l'acheteur public :
 - Vérification de l'opportunité de l'achat par les personnels concernés et par la direction habilitée à valider les commandes, description du besoin à satisfaire : c'est de la bonne définition technique des commandes que dépend la satisfaction des besoins de l'établissement, sur le plan qualitatif, quantitatif et financier.
- Le respect des obligations de publicité et de mise en concurrence :
 - Mise en concurrence des fournisseurs par l'envoi d'une demande de devis à plusieurs prestataires ou par la mise en œuvre d'une consultation plus élaborée.
- Le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse :
 - C'est-à-dire celle qui présente le meilleur rapport qualité/prix.

3 - La détermination des seuils et des procédures

En fonction des montants et de la nature des marchés, le CMP impose des règles différentes.

S'agissant de la mise en concurrence des fournisseurs, les modalités pratiques de publicité et de consultation sont déterminées en fonction de l'importance et/ou de la complexité du marché.

Ainsi, en fonction des seuils définis par les articles 26 et 40 du Code des marchés publics, les modalités de consultation ont fait l'objet d'une classification interne, susceptible d'évoluer, notamment en fonction des seuils précités.

Elle tient compte des règles de computation des besoins, appréciés sur un exercice budgétaire ou, en cas de passation d'un marché pluriannuel, sur la durée de ce dernier.

Ainsi 5 strates ont été définies :

3.1 - Pour les marchés inférieurs à 15 000 € HT

Le formalisme est très succinct pour des dépenses de faible valeur, pour lesquelles la consultation des fournisseurs potentiels peut se faire par un simple contact téléphonique ou par messagerie électronique. La commande se traduit par l'émission d'un bon de commande adressé au fournisseur retenu.

Lorsqu'il fait usage de cette faculté, le pouvoir adjudicateur veille à choisir une offre répondant de manière pertinente, à faire une bonne utilisation des deniers publics et à ne pas contracter systématiquement avec un même prestataire lorsqu'il existe une pluralité d'offres potentielles susceptibles de répondre au besoin (art. 28 – III du Code).

3.2 - Pour les marchés compris entre 15 000 € HT et 39 999 € HT

La consultation repose sur l'envoi d'une demande de devis, adressée au minimum à 3 fournisseurs. Elle comprend une description succincte du besoin et les conditions que le Syndicat mixte entend imposer au fournisseur (ex. : délais de livraison). Le recours à une assistance externe pour l'analyse des offres pourra être envisagée.

✓ Les demandes de devis sont transmises par tout moyen permettant de conserver une preuve de la consultation : par courrier, par télécopie ou messagerie électronique avec demande d'accusé de réception. Comme pour les achats de faible valeur, la commande se traduit par l'émission d'un bon de commande adressé au fournisseur retenu.

✓ Les critères d'attribution sont précisés dans la demande de devis, le choix de l'attributaire est motivé et les candidats non retenus en sont informés.

3.3 - Pour les marchés compris entre 40 000 € HT et 89 999 € HT

Lorsque le marché porte sur des achats dont les volumes annuels s'élèvent de 40 000 € HT à 89 999 € HT, la mise en concurrence repose sur un formalisme plus important et sur des mesures de publicité permettant une information plus large des fournisseurs potentiels.

- ✓ Ainsi, **la publication** d'un avis de publicité est mise en œuvre dans les conditions suivantes :
 - Mise en ligne systématique de l'avis sur le Site internet du Syndicat Mixte (profil d'acheteur)
 - Selon la nature de l'achat et la situation du marché économique auquel il appartient (nombre et localisation des fournisseurs potentiels), l'avis est publié sur un des supports suivants :
 - Sur une plateforme d'achat public
 - Dans un journal d'annonces légales
 - Au BOAMP (Bulletin Officiel des Annonces de Marchés Publics)
- ✓ La mise en concurrence repose sur un « **document unique de la consultation** » qui regroupe l'ensemble des spécifications administratives et techniques devant être portées à la connaissance des candidats. Il intègre également un cadre à compléter, sous forme d'acte d'engagement.
 - De même, il précise les critères ainsi que le délai de remise des offres. Celui-ci est calculé à partir de sa mise en ligne sur le site internet du Syndicat Mixte ou de la date d'envoi de l'avis de publicité à la publication. Ce délai de réponse doit être suffisant et adapté aux caractéristiques du marché. En tout état de cause, il ne peut être inférieur à 15 jours.

L'analyse des offres, avec la possibilité d'avoir recours à une assistance externe, donne lieu à l'établissement d'une note justifiant le classement des offres. Les candidats non retenus sont informés et le marché est notifié à l'attributaire.

3.4 - Pour les marchés compris entre 90 000 € HT et 206 999 € HT

- ✓ **La publication de l'avis de publicité est réalisée conformément aux dispositions réglementaires :**
 - Sur le site internet du Syndicat Mixte (profil d'acheteur) et, le cas échéant, sur une plateforme d'achat public,
 - Et sur un des supports suivants :
 - Journal d'annonces légales
 - BOAMP (Bulletin Officiel des Annonces de Marchés Publics)

- ✓ La consultation repose sur l'établissement d'un **Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)** « classique » comprenant un règlement de la consultation (RC), un cahier des clauses administratives particulières (CCAP), un cahier des clauses techniques particulières (CCTP), ces deux documents pouvant être remplacés par un cahier des clauses particulières (CCP) ainsi qu'un acte d'engagement (AE).
- ✓ L'analyse des offres, avec le recours à une assistance externe, donne lieu à l'établissement d'un rapport d'analyse des offres justifiant le choix du titulaire.

3.5 - Pour les marchés supérieurs aux nouveaux seuils

Les marchés dont les montants dépassent ces nouveaux seuils devront obligatoirement être transmis au contrôle de légalité et faire l'objet d'une procédure formalisée, c'est-à-dire une procédure définie par le Code des marchés publics (art 26) : appel d'offres ouvert ou restreint (art 33), procédure négociée (art 35), dialogue compétitif (art 36), concours (art 38), système d'acquisition dynamique (art 78).

Ce type de marchés obéit également à des règles strictes en matière de publicité. Ils doivent notamment obligatoirement faire l'objet d'une publication au *Journal officiel de l'Union européenne* et au *Bulletin officiel des annonces de marchés publics*.

4 - Le recours à une centrale d'achat : l'UGAP

Le pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale d'achat pour la réalisation de travaux ou pour l'acquisition de fournitures ou de services (art. 9 et 31 du CMP) est considéré comme ayant respecté ses obligations de publicité et de mise en concurrence pour autant que la centrale d'achat est soumise, pour la totalité de ses achats, aux dispositions du présent code ou de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics.

Le décret n°85-801 du 30 juillet 1985 modifié par le décret n° 2001-887 du 28 septembre 2001 a créé un régime dérogatoire en confiant à l'UGAP une mission de service public.

5 - Modification du règlement intérieur

Toute modification apportée au présent règlement intérieur, doit faire l'objet d'un avenant approuvé par délibération du Comité syndical à l'exception des évolutions réglementaires qui pourront être intégrées par simple décision du Président.